

DELIBERATION N° 0 DE L'ASSEMBLEE DE CORSE**SEANCE DU**

L'an , le , l'Assemblée de Corse, convoquée le 14 mai 2018, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Jean-Guy TALAMONI, Président de l'Assemblée de Corse.

ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.

L'ASSEMBLEE DE CORSE

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 4421-1 et 4421-2 ;

VU la loi n°2002-2 du 02 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

VU le Code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L312-1, L313-8, L314-1 et R314-22 ;

VU l'avis de la commission..... ;

Considérant que le financement des établissements et services sociaux et médico-sociaux s'effectue dans le cadre d'enveloppes budgétaires limitatives et opposables, déterminées par le budget de la collectivité en vertu de l'article L.313-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles susvisé,

Considérant qu'il convient de fixer par délibération, pour 2018, un objectif annuel ou pluriannuel d'évolution moyenne des dépenses en fonction des obligations légales, des priorités de la collectivité en matière d'action sociale,

Considérant que cet objectif permet d'identifier le volume financier qui sera alloué aux Etablissements Sociaux et Médico Sociaux (ESMS) relevant de la compétence tarifaire de la collectivité, à partir d'éléments opposables : conventions collectives, taux directeur des dépenses de fonctionnement, impact des projets d'investissements, mesures nouvelles contractualisées avec la collectivité...

L'OED est juridiquement opposable aux établissements et services dans le cadre de la procédure de tarification. Il ne s'agit pas d'une enveloppe fermée, hormis les dotations attribuées aux établissements et services dans le cadre de Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens (CPOM).

APRES EN AVOIR DELIBERE

ARTICLE PREMIER :

FIXE, pour l'année 2018, le principe d'un taux directeur d'évolution des dépenses des établissements et services médico-sociaux situés sur le territoire de la Corse et tarifés par la collectivité, dès lors qu'ils relèvent de sa compétence, après étude au cas par cas, de + 0,8% par rapport à 2017, hors mesures nouvelles et reprise des résultats des années antérieures étudiées individuellement dans le cadre de la fixation des tarifs, selon les principes suivants:

- charges de personnel (groupe II) : + 1 % concernant l'évolution de la masse salariale,
- charges afférentes à l'exploitation courante et aux dépenses afférentes à la structure (groupes I et III) : reconduction au titre de l'année 2018 des moyens financiers consacrés aux charges afférentes à l'exploitation courante et aux dépenses relatives à la structure en 2017.

ARTICLE 2 :

FIXE pour l'année 2018, pour les établissements pour personnes âgées et personnes adultes handicapées, situés sur le territoire de la Haute-Corse, compte tenu de l'application d'un gel des tarifs hébergement « aide sociale » pendant 4 ans, le principe d'un taux directeur global moyen, après étude au cas par cas, à 1,93%.

ARTICLE 3 :

PRECISE que les mesures nouvelles dûment motivées concernent la prise en compte, après instruction et validation par l'autorité de tarification, des demandes correspondant à des dépenses obligatoires ayant un caractère légal ou réglementaire (travaux de mises aux normes en termes d'hygiène et de sécurité, évaluation externes...) ou des projets dont l'objectif est l'amélioration de l'accueil et du bien-être des publics accueillis et accompagnés.

Il s'agit pour l'année 2018 de :

→ la création d'un **Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés** autisme (SAMSAH) de 20 places (10 en 2A et 10 en 2B) suite à l'appel à projet conjoint avec l'ARS. Le SAMSAH a pour vocation, dans le cadre d'un accompagnement médico-social adapté comportant des prestations de soin, de contribuer à la réalisation du projet de vie des personnes handicapées en favorisant le maintien ou la restauration des liens familiaux, sociaux, universitaires ou professionnels et l'accès à l'ensemble des services offerts par la collectivité. Ce service en milieu ordinaire vise une plus grande autonomie des personnes, propose une assistance pour tout ou partie des actes essentiels de la vie quotidienne ainsi qu'un suivi médical et paramédical en milieu ouvert. Le SAMSAH, en permettant le maintien à domicile, constitue une réelle alternative à l'obligation d'admission en institution. Les prestations sont assurées par une équipe pluridisciplinaire composée en particulier d'éducateurs spécialisés, d'assistantes sociales, psychologues, médecins, infirmiers et ergothérapeutes. Il s'agit pour cette équipe d'aider les personnes à la réalisation de leur projet de vie dans une dynamique d'insertion sociale ;

→ la mise en œuvre obligatoire CPOM EHPAD, dans le cadre de la loi ASV (article 58 de la loi) durant la période 2017 jusqu'en 2021, en fonction de la date d'échéance de la dernière convention tripartite conclue. La négociation est lancée en 2018 pour

les EHPAD de Corse-du-Sud : il s'agit de l'établissement Sainte Cécile, des établissements Valle Longa Cauro, Cargèse et Maria de Peretti à Levie gérés par l'Union des mutuelles de Corse, et pour les EHPAD de la Haute-Corse, A ziglia, Pierre Bocognano/Eugenia, Notre Dame, U Serenu, l'Age d'Or et dont la signature devrait intervenir pour la fin de l'année 2018 ;

→ le conventionnement avec la CNSA (signé le 31/07/2017) relatif au fond d'appui aux bonnes pratiques dans le champ de l'aide à domicile qui prévoit que la collectivité s'engage à contractualiser au plus tard le 30/08/2017 avec les SAD de la Corse-du-Sud ;

→ la prise en charge des mineurs non accompagnés (MNA) dont les placements sont ordonnés par les Tribunaux de Grande Instance d'Ajaccio et Bastia et qui ont des incidences importantes sur la capacité d'accueil des établissements et services de l'enfance compétents dans ce domaine. Pour la Haute-Corse, la création d'un dispositif expérimental d'accompagnement et d'hébergement des MNA ainsi que l'ouverture d'un lieu de vie et pour la Corse-du-Sud l'extension du lieu de vie l'Olmarelli, vont permettre de créer de nouvelles places au cours de cet exercice ;

→ la construction de la nouvelle pouponnière en Haute-Corse (actée par délibération du Conseil départemental de la Haute-Corse) qui doit se concrétiser d'ici la fin de l'année 2018.

ARTICLE 4 : Sont approuvées les orientations pour la campagne budgétaire de l'exercice 2018 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées, des personnes adultes handicapées et des enfants dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance.

ARTICLE 5 : La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Ajaccio, le

Le Président de l'Assemblée de Corse,

Jean-Guy TALAMONI